



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Constitution - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose qu'un conseil de développement est mis en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 a précisé, quant à elle, qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public.

Depuis la première mise en place du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération intervenue en juillet 2003, deux conseils de développement ont été institués en 2008, puis en 2014.

Dans cette période de transition écologique et sociale, la place des représentants de la société civile est plus que jamais essentielle. Il est donc proposé de créer le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce conseil est un lieu de dialogue, de propositions et de débat sur les enjeux économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux de la Métropole de Montpellier. Il sera animé par un binôme paritaire, désigné par un arrêté du Président de la Métropole.

Ce binôme sera chargé de préfigurer la composition et le fonctionnement de cette instance en s'appuyant sur les services de la Métropole. Ce conseil, laboratoire d'idées au service du territoire métropolitain et de ses élus organisera librement ses travaux de réflexion à visée prospective. Il aura vocation à répondre aux saisines de la collectivité mais également à se saisir de problématiques et des signaux faibles émis par les habitants du territoire. En effet, aux termes de l'article L.5211-10-1 du CGCT, le conseil de développement est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale. Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre.

Chaque contribution rendue fait l'objet d'un suivi régulier avec les élus métropolitains compétents et les services concernés, afin d'apprécier dans quelle mesure les propositions émises peuvent et sont intégrées dans l'activité et les choix métropolitains. La synthèse des contributions et le rapport d'activité feront l'objet d'une présentation au Conseil de Métropole.

Le Conseil de Développement sera composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de l'établissement public ainsi que de membres des conseils de quartiers des communes qui en disposent.

L'égalité femme-homme et la solidarité intergénérationnelle étant des axes forts des politiques publiques portées par les élus de la Métropole, la composition tiendra compte de la diversité des habitants du territoire.

Lors d'une prochaine séance, le binôme proposera au Conseil de Métropole une composition renouvelée, et les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement. Cette proposition sera construite sur la base d'un travail collaboratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la constitution du Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154028-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.